

L'AUTONOME

La revue de la Fédération autonome de l'enseignement



La Semaine pour l'école publique

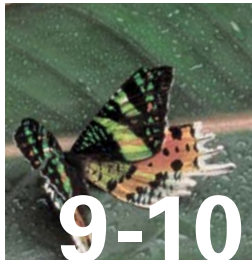
III^e Congrès de la FAE

Un peu d'air frais au MELS?

TABLE DES MATIÈRES



4-7



9-10



18



12



13-17



8

3

Affirmer notre solidarité

4-7

III^e Congrès de la FAE

8

Juste pour lire

9-10

Un peu d'air frais au MELS ?

11

Mon œil

12

La Marche mondiale des femmes

13-17

La Semaine pour l'école publique

18

Écoles passerelles

19

Du nouveau pour L'Autonome

DÉPÔT LÉGAL
Bibliothèque et archives Nationales
du Québec, 2010
Bibliothèque et Archives Canada, 2010
ISSN : 1923-5488

RÉDACTEUR EN CHEF
Guy Desmarais

RÉDACTION
Jacques Benoit
Yves Cloutier
Wilfried Cordeau
Nadia Dallaire
Guy Desmarais
Louis-Philippe Lizotte
Sylvain Mallette
Marie Pelchat
Pierre St-Germain

COLLABORATION SPÉCIALE
Jacques Goldstyn

PHOTOS
Martine Doyon et Dany Parent

CORRECTION
Karine Guillemette
Suzanne Giroux
Sylvie Pelletier

GRAPHISME
Mardigrafe inc.

IMPRESSION
Imprimerie Philippe Lévesque inc.

La reproduction de cette revue, en tout ou en partie,
est autorisée à condition de mentionner la source.



Cette revue est imprimé sur un papier certifié Éco-Logo, blanchi sans
chlore, contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation,
sans acide et fabriqué à partir de biogaz récupérés.

Affirmer notre solidarité

Par Pierre St-Germain
Président



Le 25 juin dernier, la FAE convenait d'une entente de principe avec les représentants patronaux sur les sujets sectoriels. Comme nous avons eu l'occasion de le souligner à quelques reprises, parce qu'elle apporte plusieurs solutions à des problèmes que nous avons identifiés, cette entente apparaît satisfaisante. Permet-elle d'apporter des réponses à l'ensemble de nos préoccupations? Évidemment, la réponse ne peut être que non. Toutefois, dans le contexte particulier de la dernière négociation, où de nombreuses organisations syndicales ont délibérément choisi de régler rapidement avec le gouvernement sans exercer un véritable rapport de force avec l'État employeur, la FAE s'est assurée d'obtenir l'entente la plus avantageuse pour les enseignantes et enseignants.

En outre, l'engagement de la ministre Courchesne d'apporter de véritables solutions à l'intégration des élèves HDAA à la suite de la consultation publique prévue cet automne est intimement lié à la ratification d'une entente de principe par la FAE. Nous avons d'ailleurs été la première organisation à rencontrer Line Beauchamp, la nouvelle ministre de l'Éducation, afin qu'elle confirme sa volonté d'apporter rapidement de véritables changements dans ce dossier prioritaire. Un refus de sa part aurait pu remettre en question notre adhésion à l'entente. Malgré l'engagement de la ministre, nous sommes conscients de la

complexité du dossier et des difficultés qui demeurent. Les enjeux, le nombre d'organismes qui, malgré leurs intérêts parfois divergents, prétendent tous agir pour le bien des enfants, font en sorte que nous aurons de nouveau à nous mobiliser pour soutenir nos revendications.

LE CHOIX DES ASSEMBLÉES

Le résultat de la consultation des assemblées générales sur l'entente FAE ainsi que sur la proposition économique du gouvernement est clair. Sur la question salariale, l'offre déposée en juin dernier a été rejetée à l'unanimité. En ce qui a trait à l'entente sectorielle négociée par la Fédération, elle a été approuvée par la majorité des assemblées et des enseignantes et enseignants consultés. Dans le plus grand respect des valeurs démocratiques qui nous animent, nous devons toutes et tous agréer ce choix de la FAE. Le dossier de la négociation étant en voie de se conclure, au moins en ce qui concerne le volet sectoriel, nous avons encore fort à faire. Ainsi, en lien avec les consultations annoncées pour l'automne, l'implication de chacune et chacun sera plus que nécessaire.

Les importantes luttes à mener exigent que nous affirmions, maintenant, haut et fort notre solidarité et notre détermination. Il en va de l'intérêt de l'ensemble des enseignantes et enseignants et de leur organisation, la FAE.

D'UNE VOIX UNIE ET PUISSANTE, POURSUIVRE SUR NOTRE VOIE!



Par Wilfried Cordeau
et Louis-Philippe Lizotte



Quelle année! Une plateforme pédagogique, une *Semaine pour l'école publique*, une négociation avec son cahier de demandes, une journée de grève le 8 juin assortie d'une retentissante manifestation nationale et une entente de principe sectorielle.

Pour couronner le tout, un congrès qui permet de boucler cette palpitante quatrième année de syndicalisme autonome!

Le dimanche 27 juin, plus de 200 membres mandatés par les neuf syndicats affiliés se sont réunis à Laval pour débattre et confirmer les grandes orientations de leur fédération. « Le Congrès, c'est d'abord le lieu fondamental des débats et des décisions pour la FAE. C'est une structure démocratique unique dont nous pouvons être fiers, car elle donne le pouvoir aux membres pour tout ce qui touche le développement de la Fédération et de ses orientations politiques. Le travail à accomplir est colossal, mais le Congrès c'est aussi un lieu de retrouvailles, de complicité et de célébration de nos réussites collectives » comme le souligne Denis Letourneau, vice-président du Service de la vie politique.

Le thème du Congrès, *La puissance de notre voix/e*, illustre bien le syndicalisme progressif mis de l'avant par la FAE. Les congressistes ont d'abord été appelés à *confirmer la voie empruntée* en 2006 en posant de nouveaux jalons organisationnels et structurels de la Fédération. En se prononçant, entre autres, sur la mise à jour des statuts, le plan d'éducation syndicale et la permanence de certains comités, ils ont permis à la FAE de disposer des ressources nécessaires à la poursuite de ses mandats.

Le Congrès a, par la suite, veillé à *amplifier la voix* de la Fédération en examinant de nouvelles orientations, notamment au sujet de la laïcité, de l'intégration des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou

d'apprentissage (EHDA), des structures scolaires et des projets pédagogiques particuliers. Les congressistes ont également défini les balises financières et politiques qui lieront la FAE à son Association de personnes retraitées (APRFAE). Enfin, marquant la fin d'un mandat triennal, le III^e Congrès a élu les membres du nouveau Comité exécutif.

Concluant une année intensive durant laquelle la Fédération a vécu sa première

négociation, le III^e Congrès vient clore un cycle de quatre années d'implantation de cette jeune organisation. « La FAE dispose désormais des outils, des ressources humaines et financières ainsi que de l'expérience et de la force collectives nécessaires pour occuper la place qui lui revient en tant qu'organisation solide et combative sur la scène syndicale québécoise » selon Denis Letourneau.



Au cours du Congrès, les personnes déléguées se sont prononcées sur plus de 70 propositions, 200 amendements et sous-amendements répartis en 215 votes, qui ont nécessité 30 heures de débats et de travaux.

LA VOIE DU SYNDICALISME AUTONOME

Par Guy Desmarais



« Parce qu'il permet aux membres d'exercer un véritable pouvoir sur la Fédération qu'ils se sont donnée, le syndicalisme autonome représente un modèle de démocratie syndicale. »

Ce message, livré en conférence d'ouverture par Jean-Claude Drapeau, constitue à ses yeux la principale force du syndicalisme indépendant. Fort de son expérience à la Fédération autonome du collégial (FAC), dont il a assumé la présidence de 2006 à 2010, il a livré un témoignage très apprécié sur l'état du syndicalisme enseignant au Québec et sur l'impérieuse nécessité que d'autres voix syndicales (que celles des centrales) se fassent entendre.

La pratique du syndicalisme autonome comporte des exigences particulières. « Au plan politique, les organisations syndicales indépendantes n'ont pas droit à l'erreur; il n'y a pas de centrale pour compenser un faux pas! »

Cette réalité se traduit donc par des responsabilités accrues pour les délégués. « Vous avez un double rôle qui requiert que vous trouviez le juste équilibre entre la représentation de la volonté de vos membres et les choix politiques que doit nécessairement faire une fédération nationale comme la FAE. »



L'invité de la FAE, M. Jean-Claude Drapeau.



« Une organisation syndicale ce n'est pas un club social ou encore une association professionnelle. Dans une fédération syndicale, tout est politique! »

Le défi est de taille. À défaut d'y répondre adéquatement, la pérennité d'une organisation autonome est loin d'être assurée. « Une fédération syndicale autonome a ses fragilités; il faut en prendre soin! » Pour Jean-Claude Drapeau, prendre soin d'une fédération c'est aussi soigner la relève en se dotant, par exemple, d'un programme d'éducation et de formation syndicales. « L'expérience est inestimable, c'est certain. Mais l'apport de sang nouveau, c'est vital pour une organisation comme la FAE. »

Jean-Claude Drapeau n'a pas manqué de souligner que faire du syndicalisme, c'est faire de la politique. « Une organisation syndicale ce n'est pas un club social ou encore une association professionnelle. Dans une fédération syndicale, tout est politique! » Pour l'ancien dirigeant de la FAC, la négociation se

présente d'ailleurs comme un temps fort de la vie syndicale qui exige un doigté politique considérable : « Qu'elle provienne de la partie patronale ou d'autres organisations syndicales, peu importe, il faut apprendre à composer positivement avec l'adversité. Faire attention à l'organisation, c'est aussi, parfois, faire des choix politiques déchirants, mais nécessaires. »

En terminant son allocution, notre invité a tenu à souligner les grands mérites de la FAE dans les batailles qu'elle livre. « Par opposition à la complaisance qui afflige malheureusement trop d'organisations syndicales, il faut résister et combattre. C'est là, l'essence même du syndicalisme. C'est le syndicalisme que je reconnais dans l'action de la FAE et je souhaite que votre voix soit encore plus entendue partout au Québec. »

AMPLIFIER NOTRE VOIX

Par Wilfried Cordeau
et Louis-Philippe Lizotte

Déjà fort occupés par la négociation et les activités de mobilisation, les délégations des syndicats affiliés ont redoublé d'ardeur pour préparer le Congrès. Dès janvier, le Conseil fédératif (CF) donnait le feu vert aux travaux et aux consultations menant à la refonte des statuts et des règlements de la Fédération. À compter de la mi-mars, les membres étaient invités à discuter d'une vingtaine d'orientations découlant d'analyses politiques proposées par le Comité exécutif (CE). À l'évidence, les débats ont été fructueux puisque, au terme de l'exercice, ils ont généré les 270 propositions et amendements soumis au Congrès.

DYNAMISER NOTRE VIE DÉMOCRATIQUE

Afin de diffuser auprès des membres les analyses et les outils critiques qui consolident l'exercice de leurs droits syndicaux, démocratiques et civiques, le Congrès a résolu de mettre en place un vaste plan d'éducation et de formation syndicales. Si la responsabilité en revient au CF, chargé de l'élaborer, la mise en application de ce plan se fera en étroite collaboration avec les syndicats affiliés.

Convaincu de la contribution fondamentale des comités à la construction de la Fédération et à l'animation de sa vie démocratique, le Congrès a par ailleurs confirmé et renouvelé les mandats des comités environnement, action-mobilisation et éducation syndicale. De plus, les comités de la condition des femmes et d'action-sociopolitique, également reconduits, feront l'objet d'un encadrement particulier à titre de comité politique, sous la responsabilité du CF.

OUVRIR DE NOUVEAUX CHANTIERS DE RÉFLEXION

En ce qui a trait au positionnement politique de la FAE, quatre enjeux majeurs ont retenu l'attention du Congrès. D'abord, devant

l'urgence de la situation, les congressistes ont adopté une série de résolutions visant à forcer un vaste débat public en vue de mettre fin à l'intégration sauvage des élèves HDAA dans les classes régulières et d'obtenir une amélioration significative des services et du soutien qui leur sont offerts. De la sorte, la FAE dispose des mandats qui lui permettront de poursuivre ses revendications dans ce dossier, notamment dans le cadre du forum annoncé par le ministre de l'Éducation.

Le Congrès a également mandaté la FAE pour qu'elle mène un vaste débat en ses rangs afin d'affirmer ses positions dans le dossier de la laïcité et des accommodements raisonnables. Ainsi, le travail amorcé par le comité de la condition des femmes sera enrichi afin de bien

illustrer tous les aspects de cette question et permettre aux membres de définir la position fédérative.

Enfin, au cours de deux séries d'atelier, les congressistes se sont interrogés sur les bienfaits et les limites des projets pédagogiques particuliers, ainsi que sur le lien entre les structures scolaires et l'autonomie professionnelle des enseignantes et enseignants. Ces importants échanges ont permis d'identifier le contexte et les paramètres qui serviront à lancer sous peu des consultations pour dégager les revendications de la Fédération.

Pour des détails sur les orientations politiques adoptées par le Congrès, ou pour obtenir la nouvelle version des statuts, visitez le www.lafae.qc.ca.



HOMMAGE À DANIELLE DUCHARME

Vice-présidente au secrétariat et à la trésorerie depuis la fondation de la FAE, Danielle Ducharme décidait, en février dernier, de ne pas solliciter un renouvellement de mandat. Dans l'hommage qu'il lui a rendu, Pierre St-Germain n'a pas manqué de souligner son engagement indéfectible envers la Fédération : « La FAE doit lui être reconnaissante pour sa rigueur, sa loyauté et la solidarité dont elle a toujours su faire preuve. Sa ténacité, entre autres, dans les dossiers de l'avancement des droits des femmes témoigne éloquentement de la qualité exceptionnelle de sa contribution. Merci Danielle. »

VOX POP

« J'ai adoré le Congrès de la FAE qui permet aux gens de s'initier aux rouages de la vie syndicale. J'ai appris tout le fonctionnement interne de notre fédération, les statuts et les règlements qui nous régissent et que la plupart des membres ignorent. Je conseille fortement à toute personne qui s'intéresse à la vie syndicale de participer à au moins un congrès dans sa carrière. Les débats qui ont lieu alimentent notre réflexion personnelle tout en redonnant de la vigueur aux membres dans notre lutte pour l'amélioration de l'éducation québécoise. Je serai au prochain Congrès, sans faute! »

Simon Landry
SERL

« Le Congrès de la FAE est un exercice démocratique des plus impressionnants. Chacun a l'occasion d'exprimer son avis et même lorsqu'il s'agit d'une opinion qui va à l'encontre des orientations partagées par la majorité des personnes déléguées, l'écoute est réellement respectueuse. J'ai également été fort impressionné par le travail des personnes qui assumaient la présidence des débats. Leurs explications et éclaircissements nous ont permis de bien nous retrouver dans les différents niveaux de vote. J'ai apprécié les thématiques débattues, mais je souhaiterais que dans un prochain Congrès, on débattre davantage des conséquences de la vaste offensive néolibérale actuelle sur le mouvement syndical et la société québécoise dans son ensemble. »

Djahanine Badredine
SEOM

« Cette première expérience m'a permis de mieux connaître ma fédération, de développer un lien d'appartenance et de fierté. Le Congrès, par sa structure et la qualité des débats, m'a permis d'avoir un contact avec la vie syndicale, d'en saisir sa valeur démocratique qui contribue à une meilleure qualité de vie en société. La réflexion sur l'intégration des élèves handicapés ou en grande difficulté dans les classes régulières était des plus pertinentes. Souhaitons que les suites aient des répercussions positives sur la vie des enseignantes et des enseignants dans un proche avenir. »

Martin Grondines
SEPI

« Je suis très contente d'avoir pu participer au Congrès de juin 2010. Comme membre de la base, j'ai pu apprécier la volonté de la FAE de demeurer près de ce que les membres

réclament. Je comprends mieux comment les grandes orientations sont prises. Je réalise aussi que même si cela ne donne pas toujours de résultats immédiats, la FAE s'escrime à améliorer nos conditions de travail et à valoriser notre profession.

Je me suis beaucoup intéressée aux enjeux politiques. Je me réjouis, notamment que la FAE cherche à prendre position dans le débat de la laïcité, alors que nos gouvernements peinent à se prononcer de manière éclairée. Il faudra tout un courage politique pour prendre les devants dans cet épineux dossier. Et la FAE est au rendez-vous! »

Mélanie Hubert
SEOM

« Je trouve que ce fut une expérience fort enrichissante. J'avais l'impression de participer à quelque chose de constructif. Bien entendu, ce que je trouve dommage et j'imagine que c'est normal, c'est que la majorité du temps, c'est toujours les mêmes qui viennent au micro. J'aurais apprécié en entendre d'autres.

Lors des tables rondes, les échanges ont été très captivants. Plusieurs personnes avec

beaucoup de bonnes idées. Il est intéressant de constater les différences entre les différentes commissions scolaires. Il y a du pour et du contre...

Je souhaite que le prochain Congrès apporte encore plus de réponses et peut-être des nouveaux participants, comme moi, qui découvriront que nos représentants travaillent fort et que notre fédération est bien vivante. »

Sophie Leroux
SEPI

« Une toute nouvelle expérience pour moi. Me voilà en Congrès de la FAE avec la délégation de l'Alliance. Ce qui me frappe le plus, c'est l'organisation. On a pensé à tout pour que ce congrès soit un succès. Les journées sont bien remplies et le travail progresse bien. Même si les délégations ne partagent pas toutes les mêmes points de vue, on sent que la FAE continue de grandir et qu'elle est sur la bonne voie. Je recommande à toutes et tous de vivre l'expérience syndicale à son meilleur. »

Daniel Chartrand
APPM



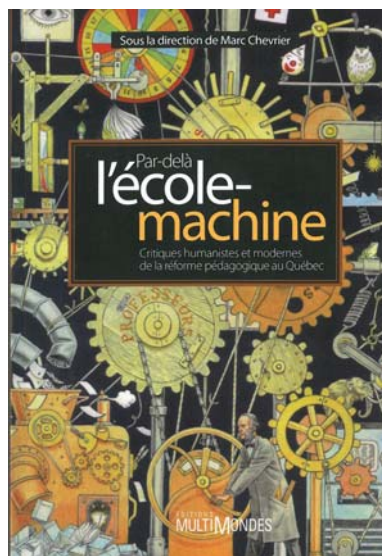
L'équipe de la présidence de débats. Dans l'ordre habituel : Chantal Desloges, Pierre Patry, Andrée Deblois, Véronique Patry, Nathalie Gauthier et Caroline Proulx-Trottier.

La réforme dans l'engrenage de l'école-machine ?

Par Wilfried Cordeau

Paru au printemps dernier sous la direction du politologue Marc Chevrier, l'ouvrage collectif *Par-delà l'école-machine* remet à l'ordre du jour la réflexion sur le projet social que l'école québécoise doit porter. Sept intellectuels, certains membres du Collectif pour une éducation de qualité (CEQ), se sont donc livrés dans ce recueil à un examen critique de la réforme après plus de dix ans d'implantation désordonnée. De valeur et de portée variables, les analyses qu'ils proposent couvrent un territoire vaste, mais parfois confus. À défaut d'un fil conducteur précis, on y trouve néanmoins en trame de fond l'analyse d'une dérive multiple.

Pour les auteurs, la réforme ne répond pas aux promesses des États généraux. Et l'écueil est de taille. Philosophiquement, elle repose sur des fondements contestables et trouve ses origines dans certains courants de pensée marginaux qui, nés dans la foulée de la Révolution tranquille, semblent avoir exercé une influence inquiétante. Pédagogiquement, ce « détournement » coûte cher à l'école. Appliqué aveuglément à l'éducation, le socioconstructivisme impose une logique et une architecture d'objectifs pédagogiques aussi lourdes qu'incohérentes dans le développement des compétences. Pires encore, les valeurs et principes socioconstructivistes tiennent plus souvent du discours théorique ou de l'argument d'autorité que de la recherche



empirique au détriment de la méthodologie et de l'esprit fondamental des disciplines, comme la chimie, la physique ou l'histoire, qu'il propose de fédérer sous le coup de la transversalité. Présentée comme une pédagogie de la rupture, l'approche socioconstructiviste met de l'avant une interprétation outrancière de la démocratisation de l'école et des apprentissages qui dénature le rapport maître-élève au profit d'un égalitarisme délirant, et consacre l'estime de soi comme nouveau paradigme éducationnel.

Enfin, sur le plan politique et social, les auteurs s'interrogent sur la portée d'une école tournée vers l'exaltation du moi, le déni culturel et historique et l'hermétisme idéologique. Ils s'inquiètent notamment de ce que la

grande mobilisation sociale qu'avaient promis les États généraux autour d'une école rassembleuse, porteuse et signifiante n'ait finalement été trahie. À la place, la société québécoise hérite d'une politique éducative opaque sur laquelle elle n'a pas de contrôle, qui cause l'affaiblissement de l'école publique et concourt, selon les mots de Marc Chevrier, à la *désinstruction publique*.

Si la démonstration est parfois hasardeuse, l'ouvrage n'en constitue pas moins dans l'ensemble un outil de vulgarisation pertinent pour qui veut se familiariser avec les principales critiques adressées à la réforme. Malheureusement, on n'y trouve pas de réponse à la question posée par Normand Baillargeon au début de l'ouvrage : Faut-il stopper ou corriger la réforme ? Si les griefs sont nombreux, les propositions concrètes demeurent, quant à elles, absentes. Cependant, plusieurs pistes porteuses sont avancées pour guider à l'avenir l'implantation de politiques publiques en éducation. En attendant, les analyses proposées ont le mérite de porter la réflexion au-delà de la classe et du débat d'experts pour s'interroger sur le type d'école que l'on souhaite.

Marc CHEVRIER, *Par-delà l'école-machine — Critiques humanistes et modernes de la réforme pédagogique au Québec*, Éditions Multimonde, 2010, 208 pages, 24,95 \$

UN PEU D'AIR FRAIS AU MELS ?

Par Wilfried Cordeau



Le 11 août dernier, Jean Charest confiait à Line Beauchamp les rênes du MELS.

Voilà toute une promotion pour la souriante députée de la circonscription de Bourassa-Sauvé, dans le nord de Montréal.

Une nomination qui peut s'avérer être un cadeau de Grec! Portrait de la nouvelle ministre... et de la donne en éducation.

Qui peut en douter? La tâche qui attend la ministre Beauchamp n'est rien de moins que colossale. Certes, elle peut d'ores et déjà s'appuyer sur certains redressements effectués par Michelle Courchesne. Elle hérite toutefois de plusieurs dossiers épineux, fruits de décisions douteuses de l'ancienne titulaire du ministère, et de nombreuses questions laissées sans réponse.

La décision de remettre à l'an prochain l'implantation du bulletin unique témoigne de l'écoute manifestée par la nouvelle ministre et de sa volonté d'agir avec discernement. Mais qu'en sera-t-il du nécessaire virage dans le dossier de l'évaluation ou encore des suivis à donner à la lutte au décrochage? Et que dire des attentes soulevées par les forums annoncés cet automne sur des enjeux fondamentaux? À ne pas en douter, le forum sur l'intégration et le soutien des EHDAA constituera pour Line Beauchamp son véritable examen en tant que ministre. Alors qu'au cours de la négociation, Michelle Courchesne a nourri d'importantes attentes à cet égard, la ministre Beauchamp a une obligation de résultat : un plan d'action conséquent et durable devra obligatoirement résulter de ce forum. Quant aux consultations sur l'enseignement postsecondaire, la ministre devra réconcilier – ô défi! – les étudiants et les établissements sur le financement du réseau universitaire et les droits de scolarité. Plus que tout autre, ces deux rendez-vous seront d'autant plus cruciaux pour la nouvelle ministre qu'elle n'aura que quelques semaines pour

préparer un terrain sur lequel ses vis-à-vis l'attendent depuis longtemps...

Enfin, après plusieurs années de bras de fer avec les membres de son propre ministère pour modifier la réforme, on a senti, dès l'automne 2009, un essoufflement dans le règne de Michelle Courchesne, notamment symbolisé par son plan de lutte au décrochage. Au printemps dernier, ses modifications unilatérales au calendrier scolaire annonçaient carrément la fin de sa carrière de ministre de l'Éducation, alors que le torchon brûlait avec plusieurs des partenaires et des fonctionnaires de l'éducation. Sa poigne de fer aura eu un prix. Au final, M^{me} Courchesne n'est pas sortie du MELS par la même porte qu'elle y était entrée et elle laisse derrière elle bien de la confusion.

Donc, la nouvelle ministre a beaucoup de pain sur la planche pour reconstruire les ponts avec les principaux acteurs de l'éducation, pour rétablir l'harmonie dans son ministère et pour répondre aux attentes du milieu et de la population.

UNE BRISE VENUE DE L'ENVIRONNEMENT

Line Beauchamp n'en est pourtant pas à son premier défi. Jean Charest le savait bien en la nommant à l'éducation. Députée, puis ministre de la Culture et des Communications discrète, Line Beauchamp a subitement, le 18 avril 2007, hérité du portefeuille du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs dont les





enjeux sont encore bien loin de constituer les priorités du gouvernement libéral. Sur le nouveau bureau de M^{me} Beauchamp l'attendait alors le controversé dossier du Mont Orford. Une patate chaude qui, en seulement quatre mois, allait s'assaisonner d'algues bleues! Dans ces deux dossiers, Line Beauchamp a su rassembler les protagonistes autour de solutions viables et concrètes. Finalement, après avoir obtenu pour le Québec la cible de réduction des émissions de GES la plus ambitieuse en Amérique du Nord, elle laisse aujourd'hui un milieu qui la regrettera, mais elle arrive aux portes du MELS avec un bagage et une réputation solides.

Line Beauchamp est reconnue pour sa rigueur, son écoute et sa franchise. Comme elle se plaît d'ailleurs à le dire, si elle investit beaucoup d'énergie et de temps pour maîtriser ses dossiers, elle compte aussi beaucoup sur l'opinion des citoyens et des groupes concernés par les différents enjeux. Discrète et posée, elle se révèle également une femme rassembleuse, capable de réunir les groupes les plus opposés et d'en arriver à des compromis satisfaisants. Voilà qui pourrait apaiser un certain nombre de tensions au sein du MELS de même que dans le milieu de l'éducation.

Line Beauchamp est également une femme de caractère qui aborde les défis de front et sans traîner. Obstinée, elle sait faire passer ses messages et on dit qu'elle a l'écoute du premier ministre. Le poids relatif et politique des dossiers d'éducation pourrait donc faire l'objet d'un nouvel équilibre au sein du cabinet des ministres, ainsi qu'au Conseil du trésor, d'ailleurs, où M^{me} Beauchamp, avec trois autres ministres, siègera sous la présidence d'une certaine Michelle Courchesne... Dans ce contexte, l'éducation pourrait prendre une nouvelle importance sur l'échiquier politique québécois. Mais le reste des étoiles s'alignera-t-il en faveur de ce grand virage ?



© Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

*« ... le forum sur
l'intégration et le soutien
des EHDAA constituera
pour Line Beauchamp son
véritable examen en tant
que ministre. »*

UNE MINISTRE EN DÉVELOPPEMENT... DURABLE ?

Si l'arrivée de Line Beauchamp semble promettre un peu d'air frais au milieu de l'éducation, sa nomination n'en découle pas moins d'un contexte politiquement lourd. Déjà affaiblie par les départs successifs de plusieurs de ses ténors (Couillard, Jérôme-Forget, Dupuis), l'équipe de Jean Charest essaie tant bien que mal de maintenir à flot une barque secouée de toutes parts. Dans ce contexte, le gouvernement pourrait être d'autant plus tenté de ralentir le rythme ou l'intensité de ses réformes, de faire traîner les dossiers embarrassants et d'éviter les controverses. Au détriment des besoins pressants en éducation, le statu quo pourrait vite revenir à l'ordre du jour.

Par ailleurs, si la popularité du gouvernement est en chute libre (le taux d'insatisfaction tourne autour de 75 %), c'est désormais sa crédibilité qu'il voit emportée dans un tourbillon de scandales (construction, garderies, nomination des juges, financement du PLQ). À deux ans de la fin de son mandat, le premier ministre ne compte plus les fois où les partis d'opposition ont réclamé sa démission. À en lire les chroniqueurs politiques, celle-ci ne saurait d'ailleurs tarder. Mais avec quelle relève ? Selon plusieurs analystes, et même aux yeux de la population, deux personnes figureraient parmi les successeurs potentiels : l'actuelle vice-première ministre Nathalie Normandeau et... Line Beauchamp. Nul doute que, si les deux femmes ont refusé le ministère de la Santé, trop risqué, c'est pour être en bonne posture lors du prochain jeu de chaise musicale. À cet égard, le MELS est un siège stratégique et l'ascension fulgurante de M^{me} Beauchamp pourrait en témoigner.

Alors que le gouvernement Charest fait face à une tempête qui risque fort de l'emporter, il y a fort à parier que l'air frais qui s'annonce au MELS prenne la forme d'un courant d'air, encore une fois...

Pas de gagnants en Iraq! Vraiment?

S'il faut en croire certains journalistes, chroniqueurs, éditorialistes ou professeurs qui se sont exprimés cet été à propos du retrait des troupes américaines, la guerre en Iraq n'aurait fait que des perdants.

Bien que je sois d'accord pour dire que les peuples américain et iraquien n'y ont récolté que morts, destruction et désolation, je comprends difficilement que tous ces messieurs-dames glissent sur une évidence : si cette guerre a déjà coûté des centaines de milliards¹ au trésor public américain, cet argent n'a pas été brûlé dans une fournaise. Il a servi à payer tous les fournisseurs de l'armée américaine : armement, logistique d'occupation, reconstruction, etc.

Parmi ceux-ci, on compte la compagnie *Halliburton*, œuvrant dans le bâtiment, les travaux publics et l'exploitation pétrolière, et dont l'ex-PDG, Dick Cheney, était vice-président des États-Unis lors du déclenchement de cette guerre. *Halliburton* est passée du 19^e rang des fournisseurs de la Défense américaine, en 2002, au 1^{er} rang en 2003, après avoir profité de juteux contrats grâce à la guerre en Iraq.

Ajoutons que le président Bush, décideur de cette guerre et son célèbre père du même nom, avaient et ont toujours des « intérêts » (c'est le moins que l'on puisse dire) dans des compagnies pétrolières, et

que l'Iraq est l'un des principaux pays producteurs de pétrole. Le contrôle de ce pays et de ses ressources représente un avantage certain pour ces messieurs et leurs associés.

*Lockheed Martin*², une des principales entreprises américaines spécialisée dans la défense et la sécurité a réalisé, en 2008, 84 % de son chiffre d'affaires soit 42,7 G \$ avec le gouvernement américain. Et on pourrait continuer la liste encore longtemps!

Je ne connais aucune guerre qui ait rapporté quelque chose à quelqu'un, ne serait-ce qu'à court terme. Et cette fois encore, les véritables gagnants sont les principaux actionnaires de plusieurs grandes compagnies qui en ont profité pour augmenter leur pouvoir et leurs profits.

Mais, il y a aussi une autre chose qu'il m'est difficile de penser : c'est que les spécialistes médiatiques et stratégiques qui martèlent que cette guerre n'a fait que des perdants ne sont que naïfs...

JACQUES BENOIT

1. Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie américain, évalue, à terme, les coûts à 3 G \$, en incluant les pensions des vétérans américains mutilés.

2. C'est de cette même *Lockheed Martin* que le gouvernement fédéral annonçait en juillet dernier l'achat de 65 avions F-35 au coût total de 16 G \$ en tenant compte d'un contrat de maintenance de 20 ans.

TANT QUE TOUTES LES FEMMES NE SERONT PAS LIBRES, NOUS SERONS EN MARCHÉ !

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES : ON Y SERA !

Par Marie Pelchat



Depuis des mois, on s'affaire à la préparation de l'édition 2010 de la Marche mondiale des femmes. Dans quelques jours, la phase finale de la Marche s'amorcera avec la rencontre des différents contingents régionaux à Rimouski, le 17 octobre 2010. Comme ce fut le cas à Montréal en 2000, hommes et femmes sont conviés à cette rencontre.



17 OCTOBRE : UNE DATE SIGNIFICATIVE

Le 17 octobre est la *Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté*. Or, cette question occupe une place centrale dans nos revendications depuis la toute première Marche des femmes. Si un enfant sur dix au Canada est pauvre, c'est parce que ses parents le sont. Trop souvent encore, cette pauvreté est le fait de familles monoparentales dirigées par des femmes !

QUATRE GRANDS CHAMPS D'ACTION

Les revendications correspondent à quatre grands champs d'action :

■ La défense du bien commun et l'accès aux ressources

Sous ce grand chapeau, on trouve toutes les revendications contre la privatisation des services publics et la braderie des ressources naturelles du Québec. Précisons ici, que le Canada ne peut être en reste puisque le gouvernement Harper est le seul membre de la Commission des droits de l'homme, à ne pas reconnaître l'eau comme un droit humain inaliénable.

■ Le travail des femmes et leur autonomie financière

Ce volet inclut la lutte contre l'exclusion, la pauvreté, la précarisation du travail ainsi que les luttes pour favoriser, entre autres, l'accès des femmes immigrantes au marché du travail.

■ La violence envers les femmes

Sous cette rubrique, on trouve, entre autres, les questions de l'hypersexualisation, de la pornographie et de la violence conjugale.

■ Enfin, la paix et la démilitarisation

C'est en lien avec ce thème que plusieurs groupes, dont la FAE, dénoncent les pratiques de recrutement de la Marine et de l'Armée canadiennes dans les écoles primaires du Québec.

Bref, c'est un projet de société que porte la Marche mondiale des femmes.

L'IMPORTANCE DE SE MOBILISER

Au moment où le gouvernement Harper remet en question le droit des femmes d'accéder à une interruption volontaire de grossesse (dans les programmes de santé maternelle), qu'il cherche à abolir le registre des armes à feu, tout en privilégiant des investissements massifs dans les équipements militaires, la mobilisation pour la Marche mondiale des femmes est plus que jamais essentielle.

Au moment, où le gouvernement Charest entend confier à des agences certains services gouvernementaux, qu'il laisse le privé se développer dans le réseau de l'éducation et celui de la santé en même temps, qu'il refuse de valoriser les emplois dans la fonction publique, qu'il autorise, sans consultation publique, des projets comme celui de l'extraction des gaz de schiste; il ne s'agit pas de savoir si nous devons y être, mais bien d'y être massivement.

ON VOUS Y ATTEND !



2^e ÉDITION DE LA SEMAINE POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE

DU 4 AU 8 OCTOBRE 2010



PLUS QUE JAMAIS « MON ÉCOLE, JE L'AIME PUBLIQUE ! »

Pour souligner la contribution exceptionnelle de l'école publique au développement de la société québécoise, la FAE est fière d'organiser, à nouveau, la *Semaine pour l'école publique* (SPEP). Le bilan que nous avons tracé de la 1^{re} édition tenue à l'automne 2009 est extrêmement positif et témoigne de la pertinence d'une telle semaine. Les multiples activités réalisées ont permis de mettre en lumière le travail des enseignantes et enseignants qui, au quotidien, font de l'école publique un lieu inestimable de transmission de connaissances et de valeurs, un lieu qui contribue à assurer la cohésion de notre société.

Avouons-le, malgré le succès indéniable de la 1^{re} édition de la SPEP, la valorisation de l'école publique – et le rôle crucial qu'y jouent les enseignantes et enseignants – constitue un travail de longue haleine. C'est pourquoi il est essentiel de la poursuivre et de réitérer cet attachement profond aux valeurs associées à l'école publique. Une école accessible, gratuite et universelle qui favorise l'égalité des chances et contribue au maintien d'une société respectueuse de nos valeurs collectives. Pas étonnant que depuis un demi-siècle, malgré les difficultés qu'elle connaît, les réalisations de l'école publique québécoise font l'envie de plusieurs.

Ce milieu de vie est plein de promesses. C'est une porte ouverte sur le monde qui doit avoir les moyens financiers suffisants lui permettant de remplir adéquatement sa mission. Malheureusement, l'école publique est affaiblie. Pensons notamment aux écoles privées disposant d'un financement public réservé à l'éducation ou encore aux écoles passerelles qui aggravent l'anglicisation et limitent la portée des actions pour valoriser la qualité et l'utilisation de la langue française.

Malgré tout, l'école publique reste vivante, active et profondément démocratique.

Pour une deuxième année, la comédienne Claire Pimparé a accepté d'être la porte-parole de la *Semaine pour l'école publique* qui se déroulera du 4 au 8 octobre 2010. Elle s'emploiera, une fois de plus, à sensibiliser les citoyennes et citoyens à l'importance de ce joyau collectif. Un bien commun à promouvoir qui l'incitera à nous redire : « Mon école, je l'aime publique ! »

C'est donc un rendez-vous pour célébrer ensemble la profession enseignante et afficher notre fierté et notre attachement à l'école publique.

Pierre St-Germain

Président

Sylvain Malette

Vice-président du Service de la vie professionnelle



LA POPULATION DONNE RAISON À LA FAE

Par Marie Pelchat



Depuis sa création, la FAE met de l'avant des solutions pour améliorer l'école publique, elle invite le gouvernement à remédier au sous-financement chronique du réseau public, et enfin, elle décrie la réforme et ses conséquences.

Pour la 2^e édition de la *Semaine pour l'école publique*, il coulait de source que la Fédération sonde la population québécoise afin de vérifier comment les citoyennes et citoyens reçoivent les solutions mises de l'avant pour améliorer l'école publique et pour développer un réseau public de qualité, universel et accessible. En août dernier, la firme Léger Marketing a réalisé un sondage auprès d'un peu plus de mille personnes.

Si les enseignantes et enseignants ont parfois l'impression que leur voix n'est pas entendue, les résultats de ce sondage démontrent que, non seulement la population a écouté, mais qu'elle a compris que des solutions existent pour améliorer l'école publique.

Ainsi, une très forte majorité de personnes sondées considèrent que :

- le gouvernement devrait investir davantage en éducation pour avoir une école publique de qualité;
- l'État ne devrait pas se départir de certaines responsabilités liées à l'éducation pour les confier à des organismes communautaires;
- le gouvernement devrait cesser le financement des écoles privées pour améliorer l'école publique.

Elles sont toutes aussi nombreuses à considérer que :

- la réforme de l'éducation a nui à l'école publique et que l'école publique devrait revenir à un programme visant l'acquisition de connaissances.

De nombreuses solutions préconisées par la FAE trouvent un accueil plus que favorable auprès de la population québécoise. Ainsi, une importante majorité de citoyennes et citoyens considère que pour améliorer l'école publique, il faudrait :

- mettre en place des classes spécialisées pour les enfants ayant des troubles graves d'apprentissage;
- diminuer le nombre d'enfants dans les classes du primaire et du secondaire;
- dégager les enseignantes et enseignants des tâches administratives.

En ce qui a trait à la formation professionnelle, la population québécoise exige que l'accent soit mis sur des programmes privilégiant l'acquisition de connaissances solides permettant aux élèves de s'adapter aux changements dans les entreprises.

Enfin, la plupart des personnes sondées affirment que c'est à l'État d'assumer les frais relatifs à la prestation de services complémentaires, tels que le psychologue, aux élèves qui fréquentent l'éducation des adultes, la formation professionnelle ou aux jeunes décrocheurs.

EN GUISE DE CONCLUSION

À la lumière des résultats de ce sondage, qui seront rendus publics lors d'une conférence de presse le 6 octobre prochain, la FAE considère que les solutions qu'elle a mises de l'avant sont largement endossées par la population.

Le gouvernement doit cesser de tergiverser. Il doit manifester une volonté politique de véritablement promouvoir l'école publique et en assurer l'épanouissement.



Mon école, je l'aime publique!



C'est avec grand plaisir que j'ai accepté, pour une deuxième année, d'être la porte-parole de la *Semaine pour l'école publique*. Je suis particulièrement touchée d'avoir ainsi le privilège de promouvoir l'école publique, ce levier incontournable de nos valeurs et de nos aspirations. Bien sûr, par mon métier, on m'associe spontanément au monde de l'enfance. N'y a-t-il pas plus beau projet d'avenir que les rêves portés par le cœur d'un enfant? N'y a-t-il pas plus bel endroit pour construire ces rêves que l'école publique, là où on apprend à découvrir le monde, à développer ses talents, à découvrir la richesse de sa culture? Ce qu'il y a de merveilleux avec l'école publique, c'est son caractère universel qui favorise l'égalité des chances. Mais l'école publique, c'est aussi l'éducation des adultes et

la formation professionnelle, des secteurs où se concrétisent, là aussi, des rêves pour des milliers d'élèves.

Si je cherche un fil conducteur à tous mes engagements professionnels et sociaux, je peux dire probablement qu'il est en lien avec ce besoin viscéral de justice qui m'habite. En valorisant une école accessible, gratuite et universelle, la *Semaine pour l'école publique* s'inscrit dans les grands événements de promotion de la justice sociale. En ce sens, j'éprouve vraiment beaucoup de fierté d'y être associée et j'ose espérer que mon humble contribution favorisera la promotion de ce bien commun.

CLAIRE PIMPARÉ

Porte-parole de la *Semaine pour l'école publique*



L'EDA-FP AU CŒUR DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

C'est le 7 octobre qu'aura lieu la 2^e édition du Colloque de l'éducation des adultes (EDA) et de la formation professionnelle (FP) organisé dans le cadre de la *Semaine pour l'école publique* (SPEP).

Cette rencontre sera l'occasion, pour une cinquantaine d'enseignantes et enseignants de l'EDA et de la FP, de se pencher sur la valorisation et le développement de ces

secteurs dans le réseau public d'éducation au Québec. Plusieurs conférencières et conférenciers viendront partager les résultats de leur recherche et leur expertise. L'expérience de l'année dernière nous a appris à quel point étaient riches les échanges entre les spécialistes du terrain et les chercheurs. À l'EDA-FP aussi, l'école, nous l'aimons publique!



ÉCHANGE PUBLIC SUR L'AVENIR DES ÉCOLES PRIVÉES

UNE ÉCOLE UNIVERSELLE AU QUÉBEC, COMMENT Y ARRIVER?

Une école publique universelle est nécessaire pour assurer à toutes et tous une éducation de qualité. Or, le développement de l'école privée et la sélection d'élèves qu'elle pratique, crée une école à deux vitesses. Pour une éducation qui traite tous les élèves équitablement, il faut donc cesser le développement de systèmes parallèles, avec un secteur public mal financé et un secteur privé largement subventionné.

Mais comment doit-on y arriver? Dans le cadre de la *Semaine pour l'école publique*, la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) et la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) proposent un échange public sur les meilleurs moyens d'assurer cette intégration. C'est un rendez-vous, le jeudi 7 octobre de 17 h 30 à 22 h à la salle Lemieux de l'hôtel Grand Plaza Montréal Centre-Ville au 505, rue Sherbrooke Est à Montréal.

UN MILIEU DE VIE

Par Guy Desmarais



La Semaine pour l'école publique est l'occasion toute désignée pour présenter la nouvelle exposition photographique intitulée « L'école publique en images – Un milieu de vie ».

Sous la direction artistique de Martine Doucet, cinq photographes se sont rendus dans plusieurs milieux pour capter sur le vif les élèves, jeunes et moins jeunes, qui habitent quotidiennement l'école publique.

Émouvantes, à l'occasion attendrissantes, mais toujours authentiques, les 50 photographies retenues pour l'exposition tracent un portrait vivant de cet extraordinaire milieu de vie qu'est l'école publique.



© Julie Durocher



© Jean-François Bérubé



© Thierry Arnold



© Gilbert Duclos



© Martine Doucet

L'exposition est présentée du 5 au 8 octobre 2010 inclusivement, à Montréal au :

Centre d'archives de Montréal (BANQ)
Édifice Gilles-Hocquart
535, avenue Viger est
(angle rue St-Hubert)
Métro Berri-UQAM

Les heures d'ouverture sont les suivantes :

- 5 octobre de 9 h à 18 h
- 6 octobre de 9 h à 21 h
- 7 octobre de 9 h à 21 h
- 8 octobre de 9 h à 17 h

C'est un événement à ne pas manquer !



« J'ai reçu cette proposition de la FAE comme un privilège. Le privilège d'entrer dans les écoles pour y observer la réalité et m'en faire ma propre idée, sans tenir compte des images véhiculées par les médias. J'y ai vu des élèves. Concentrés, turbulents, allumés, parfois entêtés, mais présents. J'y ai vu des enseignantes et des enseignants. Passionnés, engagés, à l'écoute, parfois dépassés, mais toujours animés par le désir de transmettre. J'y ai vu la vie. Celle qui se passe entre les murs des classes et qui occupe la grande partie des journées de nos enfants. Cette vie scolaire qui forme et éduque.

Des trois écoles que j'ai visitées, deux offrent des projets éducatifs réguliers. La troisième a une vocation spéciale, réservée aux enfants handicapés. Je ne savais pas que l'école publique offrait des services aussi pointus et adaptés aux différences entre les enfants. Mais j'y ai aussi appris que ces différences s'évanouissent dès qu'ils se retrouvent devant un objectif commun : celui de grandir et d'apprendre. Dans notre monde, l'éducation est un droit. Il faut soutenir l'école pour qu'elle demeure publique et accessible à toutes et tous. »

Martine Doucet



« D'être admis, simplement comme ça, dans plusieurs écoles, m'a fait réaliser l'importance de ce fantastique outil d'enrichissement collectif qu'est l'école publique.

J'y ai rencontré des gens attentionnés et mobilisés par ces projets de demain qu'on appelle : élèves. J'y ai vu des jeunes être tout yeux, tout oreilles, habités par une soif d'apprendre et de devenir. Ils désirent leur place au soleil. Et l'école publique y travaille quotidiennement ! »

Jean-François Bérubé



« J'ai adoré m'introduire comme un petit oiseau dans les écoles. Lorsqu'on photographie les enfants, ils oublient la caméra et la présence du photographe cinq minutes après son arrivée. Le naturel, si difficile à retrouver lorsqu'on travaille avec des adultes, est présent chez les enfants; du vrai bonbon à photographier !

Entrer dans des écoles primaires m'a ramené à mon enfance; tout remontait à la surface : les odeurs, les cages d'escalier, les planchers en terrazzo, les grands corridors, les dessins sur les murs, le bureau de la directrice, les pupitres, les petites chaises en plastique. Cela a été une expérience très émouvante d'autant que l'expérience humaine et l'accueil des enfants et du personnel ont été des plus chaleureux.

Depuis mon passage à l'école publique, j'ai l'impression que celle-ci a beaucoup évoluée et qu'elle s'est grandement diversifiée. Ce qui demeure toutefois, c'est la remarquable implication des enseignantes et des enseignants. »

Julie Durocher

QUAND LES MIEUX NANTIS S'ACHÈTENT DES DROITS

Par Yves Cloutier



Les écoles passerelles? C'est simple comme bonjour! Il s'agit d'un stratagème qui consiste à inscrire un enfant dans une école anglophone privée non subventionnée, pendant un an ou deux, afin d'acquérir le droit de l'envoyer ensuite à l'école anglophone publique. Ce « tour de passe-passe » permet de contourner la *Charte de la langue française*, qui prescrit que l'accès à l'enseignement public en anglais est réservé aux enfants dont au moins l'un des parents a eu la majeure partie de son éducation au Canada dans la langue de Stephen Harper. Ah oui! petit détail : le privilège obtenu par cette astuce s'étend également aux frères et sœurs de l'enfant en question et est... héréditaire; le droit d'accès à l'école anglaise échoira en partage aux enfants des enfants des enfants, et ce, jusqu'à la fin des temps.

Les statistiques¹ ci-dessous donnent un aperçu de la progression du phénomène apparu vers le milieu des années 90.

Compte tenu de sa popularité croissante (100 % d'augmentation en 4 ans!), on imagine sans peine les difficultés d'intégration des enfants issus de l'immigration, et même l'assimilation des francophones qui résulteraient inévitablement du statu quo en la matière. N'oublions pas que, selon le recensement de 2006, les personnes de langue maternelle

française ne représentent maintenant plus que 49,8 % de la population montréalaise et sont passées sous la barre symbolique des 80 % pour l'ensemble de la population du Québec. Plus que jamais, l'avenir du français est en péril.

Face à la situation, le Parti Québécois modifiait en 2002 la *Charte de la langue française* de manière à colmater la brèche. Toutefois, en 2009, en réponse aux contestations judiciaires, la Cour suprême déclarait inconstitutionnelles les dispositions empêchant le recours aux écoles passerelles, et donnait un an au régime Charest pour modifier en conséquence la *Charte de la langue française*. La réponse des Libéraux est venue sous la forme du projet de loi n° 103, qui consacre le principe des écoles passerelles, moyennant un parcours minimal de trois ans à l'école anglaise privée non subventionnée et une analyse « au cas par cas » des dossiers des enfants demandeurs. Loin d'assumer son devoir de défense de la langue française, le gouvernement Charest officialise ainsi une dangereuse brèche dans la *Charte de la langue française*, consacrant en plus, au passage, le principe de l'achat d'un droit constitutionnel!

Pour la FAE et une vaste coalition de syndicats, d'associations étudiantes, d'organismes de défense de la langue et de partis politiques, seul l'assujettissement à la *Charte de la langue française* des écoles anglophones privées non subventionnées, au moyen de la clause nonobstant, peut adéquatement préserver le statut du français au Québec, tout en garantissant le droit historique de la minorité anglophone à bénéficier d'une éducation dans sa langue.

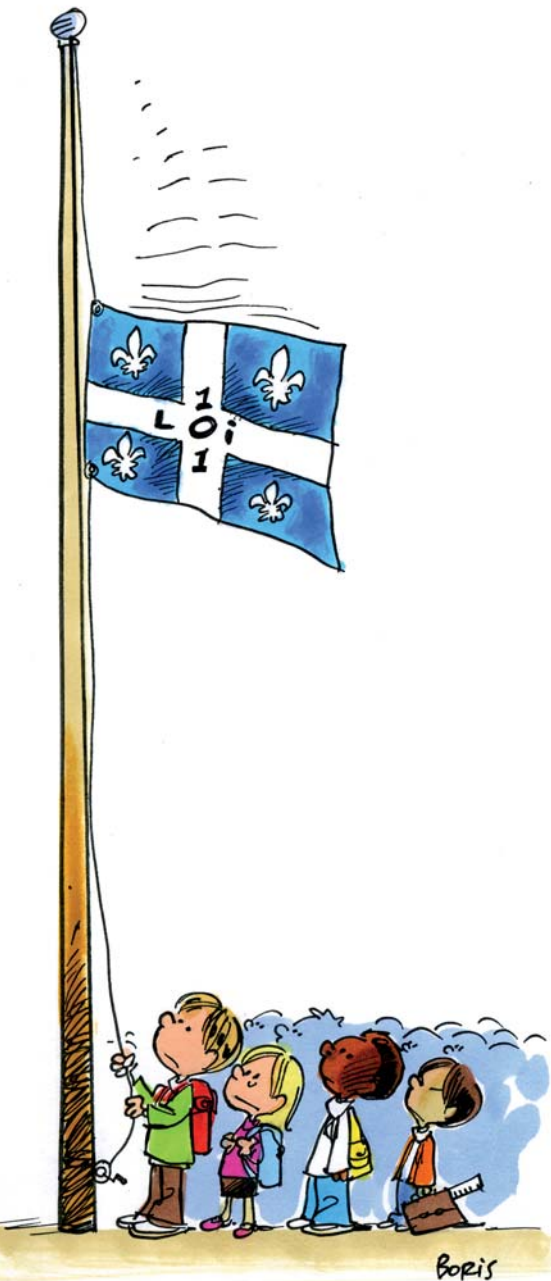
Nombre de personnes déclarées admissibles à l'enseignement en anglais par un passage à l'école anglophone privée non subventionnée

1998	2002
628	1379

Pourcentage de francophones de langue maternelle déclarés admissibles à l'enseignement en anglais par un passage par l'école anglophone privée non subventionnée

1998	2002
12 %	23 %

1. Statistiques du MELS, citées par le démographe Robert Maheux, dans le cadre d'une présentation faite le 11 novembre 2009 au colloque de l'Institut de recherche sur le français en Amérique (IRFA).



DU NOUVEAU POUR

Volume 4 • Numéro 1 • Octobre 2010

L'AUTONOME

La revue de la Fédération autonome de l'enseignement



avez-vous remarqué? Une nouvelle grille graphique, plus d'illustrations, de nouvelles chroniques, une approche plus invitante, on dirait bien que *L'Autonome* fait peau neuve! C'est avec l'objectif de mieux vous informer que nous proposons cette nouvelle facture pour la revue de la FAE. D'ailleurs, c'est parce vous avez été nombreuses et nombreux à participer à notre sondage en juin dernier, que nous avons été en mesure d'apporter ces modifications qui, nous l'espérons, répondront à vos attentes. Vous souhaitez nous faire part de vos commentaires? Vous avez des suggestions de reportage ou de chronique? N'hésitez surtout pas à nous contacter à l'adresse suivante communications@lafae.qc.ca.

ET LE NOM DES PERSONNES GAGNANTES EST...

M. Steve Gagné, enseignant à l'école Félix-Leclerc, membre du Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal, M^{me} Madeleine Sarrazin, enseignante au Centre d'éducation des adultes Les Berges, membre du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval et

M^{me} Kim Thériault, enseignante à l'école Alpha de Rosemère, membre du Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie-des-Mille-Îles sont les personnes gagnantes à la suite du tirage au sort. Le président de la Fédération, Pierre St-Germain a procédé à la remise des prix, en septembre, dans les locaux de la FAE.



Des privilèges exclusifs :



c'est réglé.



Spécialement réservé aux membres

Obtenez **10 % de rabais** sur vos primes d'assurance automobile, habitation et véhicules récréatifs.

Concours

Par ici Paris!

Demandez une soumission et courez la chance de gagner

Règlement disponible à la Vice-présidence marketing.



514 787-0797 • 1 866 987-0797 • www.lacapitale.com



FORAGES AU QUÉBEC

CONSEIL des MINISTRES

RASSUREZ-VOUS,
LES GAZ DE SCHISME
SONT SANS DANGER.

BORIS